

PRÉSIDENTE FRANÇAISE DU CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

Emmanuel Macron parle d'Un contrat de paix et de prospérité pour l'Afrique P.3



Emmanuel Macron, PR français

Le président français Emmanuel Macron a lors d'une conférence de presse exposé dans les détails ses priorités pour la présidence française du Conseil de l'Union européenne, qui commence le 1er janvier. Il a dit tout son souhait d'établir un contrat de paix et de prospérité avec l'Afrique. Il souhaite avancer sur le salaire minimum européen et les règles du numérique...

60^{ème} SOMMET DE LA CEDEAO / RETOUR DE L'ORDRE CONSTITUTIONNEL AU MALI

La CEDEAO exige à l'unanimité le maintien des élections pour le 27 février prochain

DUBAI BUSINESS AWARDS 2021

Le PDG ISMAEL SIMPORE distingué P.2



CINQUIÈME CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

Sandra Johnson opte pour un traitement international différencié des PMA

En prélude à la cinquième Conférence des Nations unies sur les Pays les moins avancés (PMA), marquant le jubilé d'or de cette organisation, s'est tenue ce 8 décembre 2021 une réunion de haut niveau portant sur le thème « Cinquante ans de Pays moins avancés : logique et impact d'un traitement international différencié »...

INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE AU TOGO

Le groupe DAKOMA LLC-BRESIL SARL P.2 l'ultime alternative



DUBAI BUSINESS AWARDS 2021

Le PDG ISMAEL SIMPORE distingué

La 3^{ème} édition de Dubai Business Awards, ce forum qui se veut désormais un haut sommet de distinction mondiale a tenu toutes ses promesses après l'écho retentissant de la deuxième édition. C'est le somptueux cadre du Crowne Plaza Hotel Deira à Dubai qui a servi de cadre pour distinguer des chefs d'entreprises, homme d'affaires et cadres de l'administration publique et privée de différents continents. Ce rendez-vous couplé avec Africa Business Forum a vu distinguer le PDG de la Sté Simportrans-International basé au Togo meilleur jeune entrepreneur pour l'innovation le 27 novembre 2021 dernier.



Nul n'est prophète chez soi, ce jeune entrepreneur Burkinabè ISMAEL SIMPORE PDG de Simport Trans, puisque c'est de lui qu'il s'agit a fait parler son génie de la plus belle des manières ce qui lui a valu cette reconnaissance internationale qui vient couronner des années d'arasant travaux. Il fait dans le transit, l'Import-Export international de marchandise et se trouve au creux d'une vague de mutation dans le do-

main de transit qui font de lui le meilleur de sa génération dans le domaine. Il vient ainsi de battre un record sur le marché très concurrentiel togolais qui a connu des moments de gloire par le passé. Tous ceux qui connaissent le secteur du transit, savent qu'aujourd'hui c'est le professionnalisme, le discernement, l'innovation, l'esprit d'équipe, bref des valeurs de l'Afrique qui gagne qui font émerger des hommes et femmes qui exercent dans ce domaine.

Un moment d'émotion et source de motivation a signé le lauréat burkinabè qui compte relever bien d'autres

défis.

Il a dit toute son admiration pour ce prix qui l'honore et qui vient renforcer sa détermination à faire mieux aujourd'hui et davantage demain. La rigueur, la détermination sont les maîtres mots de l'orthodoxie et la marque de fabrique dont il est le porte flambeau.

Partageant quelques conseils à l'endroit de la jeunesse potentielle entrepreneurs dont il est désormais une source d'inspiration, Ismael Sampore a estimé qu'il faut être optimiste et côtoyer les âmes meilleures que soit.

Après ce prix, loin de jouer au triomphalisme, il se veut

plus ambitieux car déterminé à faire de sa société une référence en Afrique en termes de création de richesse et d'emploi décents.

Il a dit toute son admiration pour la clairvoyance du Président de la République togolaise M. Faure Essozimna Gnassingbé qui a fait du Togo, la destination de choix pour tout entrepreneur averti dans l'espace CEDEAO. Selon lui, le Togo offre des opportunités rassurantes, sûres, sécurisées et non risquées pour tout potentiel investisseur.

Pour rappel, Dubai BUSINESS AWARDS est un rendez-vous international de dis-

tionction et de rencontre d'affaires gagnantes pour l'Afrique

Mieux connaître la Sté SIMPORTTRANS-INTERNATIONAL

Toutes opérations Douanières de transit Maritime, Aérienne et Terrestre

Transport de marchandise de tout genre, négoce international et représentation commerciale

Commerce Général/Import-Export

90 31 04 20 Mail : samportrans@gmail.com



INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE AU TOGO

Le groupe DAKOMA LLC-BRESIL SARL l'ultime alternative crédible

Bâtir un pays émergent avec une indépendance énergétique à l'horizon 2030 est un objectif contenu dans la feuille de route gouvernementale au Togo. Face aux solutions et initiatives existentielles pour l'at-

C'est à juste titre qu'au mois de décembre 2020, le ministère de l'Energie et des Mines a procédé au lancement d'un projet de construction d'une ligne de transport de 161 KV dans la partie septentrionale



Le Pdg Dagba signe le protocole du forum

teinte de cet idéal, figure en bonne place des solutions des acteurs et partenaires privés.

du Togo. L'initiative vise à augmenter le taux de fourniture d'électricité. Face à ces no-



Le PDG du groupe DAKOMA group LLC - BRESIL/SARL TOGO (droite) et ses partenaires

bles initiatives à réelle impact dont le Togo se fait distinguer de bons nombres de pays de la sous-région, on est loin d'une autonomie énergétique. C'est ce Gap que veut combler Dakoma Group LLC-Bresil / SARL à travers une solution innovante d'énergie propre et à moindre cout.

Un projet de grande envergure et fondateur d'une autonomie

A travers un partenariat signé en commun accord avec le groupe DAG HOLZMANN BAU.A.S (IMALATCI - SATICI)

de la Turquie, le groupe DAKOMA group LLC - BRESIL/SARL TOGO & NGBI - GROUP, propose une grande innovation qui à terme va rompre avec la dépendance énergétique avec zéro délestage dans les coins et recoin du pays. Avec un actif factuel en Algérie où sa technologie s'est déployée avec succès, le PDG Mr BEKIR ESEN et son équipe technique ingénieur sont attendus à Lomé pour décliner dans les détails cette innovation.

Cette technologie à en croire ses promoteurs est un

système solaire éolienne non câblé et à fonctionnalité autonome. Son déploiement est estimé à 4 milliard de FCFA au regard des besoins actuel du Togo et mettra fin aux récurrentes délestages actuelles.

Les pouvoirs publics savent que leur ambition est colossale et nécessite des efforts. C'est pourquoi ils ne lésinent pas sur les moyens pour offrir de l'électricité aux Togolais, peu importe leur localisation. Ils promeuvent l'utilisation de l'énergie solaire qui

CINQUIÈME CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

Sandra Johnson opte pour un traitement international différencié des PMA

En prélude à la cinquième Conférence des Nations unies sur les Pays les moins avancés (PMA), marquant le jubilé d'or de cette organisation, s'est tenue ce 8 décembre 2021 une réunion de haut niveau portant sur le thème « Cinquante ans de Pays moins avancés : logique et impact d'un traitement international différencié ».

Cette rencontre internationale a été initiée par la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (Ferdid) et le Bureau du Haut Représentant des Nations unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits Etats insulaires en développement (UN-OHRLS) en collaboration avec la France et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Les travaux ont connu la participation de plusieurs pays africains et d'éminentes personnalités.

Le Togo a été représenté par Madame Sandra Ablamba Johnson, Ministre, Secrétaire générale de la Présidence de la République.

D'entrée, elle a exposé les principaux axes de développement déclinés dans le Plan national de développement (PND) et la Feuille de route gouvernementale (2020-2025), conformément à la vision du chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé de « faire du Togo un Pays de cohésion et de paix, et une Na-

tion moderne avec une croissance économique inclusive et durable ».

Eu égard au contexte économique dynamique, le gouvernement togolais a repensé sa politique de développement sur la base des réalités et des opportunités du pays. Ainsi, il a été initié des réformes majeures pour consolider les acquis, assurer la résilience post-Covid-19 et améliorer la croissance économique.

Dans un panel de haut niveau portant sur « la réduction des handicaps structurels hier, aujourd'hui et demain », la Ministre Sandra Ablamba Johnson a mené des réflexions autour de la thématique « Dans quelle mesure l'appartenance à la catégorie PMA a-t-elle permis de réduire les handicaps structurels des PMA et comment les mesures de soutien international peuvent-elles être améliorées ? »

Ce panel a été animé avec Rebeca Grynspan, Secrétaire générale de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Jean-Marie Paugam, Directeur général adjoint de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Ragnheiður Elin Árnadóttir, Directeur du centre de développement de l'OCDE, Son Excellence Aïchatou Boulama Kané, Ambassadrice de la République du Niger auprès de la France et Elliott Carlton Harris, Chef économiste au Département des affaires économi-



ques et sociales (UN DESA).

Madame le Ministre, Secrétaire générale de la Présidence de la République a dans son développement, présenté les avancées contrastées des Pays les moins avancés (PMA).

En effet, ces Etats sont caractérisés non seulement par une augmentation de la production de richesses et du Produit intérieur brut (PIB), mais aussi par une vulnérabilité et un ralentissement des progrès en matière de transformation structurelle et de capacité productive.

Malgré ces caractéristiques communes, certains pays comme le Togo font bonne figure en matière de développement économique et social avec des perspectives encourageantes.

En ce qui concerne particulièrement le Togo, le niveau de

l'indice de développement est passé de 0,46 en 2010 à 0,51 en 2020. Le gouvernement a également fait des efforts considérables pour stabiliser le cadre macroéconomique du pays et améliorer sensiblement le climat des affaires.

Ces résultats satisfaisants ont contribué à une croissance soutenue avec un taux passant de 5% en 2018 à 5,5% en 2019 portée par le secteur agricole, l'industrie extractive et le commerce.

L'indice du capital humain a également connu une amélioration, dans les secteurs sociaux notamment la santé, la sécurité alimentaire et la scolarisation. Il en est de même pour l'indice de pauvreté qui est passé de 61,7% en 2006 à 45,5% en 2018.

Le Togo a fait des prouesses en matière d'employabilité des jeunes. Le taux d'emploi

moyen estimé à 77,7% sur la période 2000 à 2018, est largement supérieur à la moyenne en Afrique subsaharienne estimée à 64%.

Cette transformation structurelle de l'économie nationale est également le fruit de la coopération entre le Togo et les institutions internationales, partenaires des PMA notamment l'OCDE.

Madame le Ministre, Secrétaire générale de la Présidence de la République a réitéré, à cet effet, sa gratitude à tous les partenaires techniques et financiers qui œuvrent aux côtés des PMA en vue d'assurer le bien-être aux populations.

Elle a plaidé pour une nouvelle génération de mesures de soutiens internationales pour permettre aux PMA de faire face aux effets persistants de la crise sanitaire liée au coronavirus.

Elle a formulé à cet effet des propositions pertinentes pour une meilleure adaptation de l'aide internationale pour surmonter les handicaps des Pays les moins avancés (PMA). Il s'agit notamment de l'augmentation du financement destiné aux PMA, l'augmentation des financements du secteur privé, l'amélioration de l'accès des pays en développement aux vaccins contre la Covid-19 et aux infrastructures sanitaires, de la dynamisation des partenariats pour renforcer les capacités des PMA ainsi que la réallocation des Droits de tirage spéciaux (DTS) pour soutenir la relance des économies africaines et l'accès universel aux vaccins.

VDA

PRÉSIDENTE FRANÇAISE DU CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

Emmanuel Macron parle d'Un contrat de paix et de prospérité pour l'Afrique

Le président français Emmanuel Macron a lors d'une conférence de presse exposé dans les détails ses priorités pour la présidence française du Conseil de l'Union européenne, qui commence le 1er janvier. Il a dit tout son souhait d'établir un contrat de paix et de prospérité avec l'Afrique. Il souhaite avancer sur le salaire minimum européen et les règles du numérique.

A trois semaines de la présidence française de l'Union européenne (UE), Emmanuel Macron a présenté ses priorités pour l'Europe lors d'une conférence de presse à l'Élysée jeudi le décembre dernier.

Depuis son élection en 2017, célébrée au son de l'hymne de l'UE, le président se pose en chef de file des pro-Européens face aux « nationalistes » et

« populistes », et vante les avancées obtenues à 27, comme le plan de relance post-Covid 19 de 750 milliards d'euros adoptés en 2020. « C'est l'identité d'Emmanuel Macron que personne, à droite comme à gauche, ne peut lui contester, et qu'il va porter jusqu'aux élections », affirme un membre de son entourage.

Le chef de l'État a annoncé lundi que les priorités de la présidence française, dite PFUE, tournaient autour de trois axes : « relance, puissance et appartenance ».

La relance économique est « nécessaire » en « réponse à la crise » du Covid-19, a-t-il détaillé, avant de défendre le besoin de renforcer la puissance de l'UE en la rendant plus autonome, notamment militaire-



ment. Pour lui, « la souveraineté européenne renforce la souveraineté de la France », qui est mieux armée pour défendre ses intérêts dans le monde avec

ses 26 partenaires que toute seule. Il regrette cependant que le « sentiment d'appartenance » des Français à l'UE se soit « étioilé » ces dernières an-

nées.

Il a détaillé les objectifs qu'il s'est fixés pour faire aboutir un certain nombre de lois européennes, notamment la directive sur le salaire minimum européen, la régulation des géants du numérique et un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières.

Le calendrier de cette 13e présidence française de l'UE, la première depuis 2008, est inédit puisque les élections présidentielles et législatives se dérouleront au même temps. L'essentiel des événements devrait donc se dérouler entre janvier et mars.

Le chef de l'Etat espère faire de cette présidence une formidable tribune électorale. A quatre mois du scrutin, Emmanuel Macron a aussi été interrogé sur des questions de politique intérieure.

La dernière question posée au président de la République a porté sur son souhait de se pré-

Suite à la page

Togo : Faure Gnassingbé salue la mémoire des casques bleus togolais tombés au champ d'honneur au Mali

Un convoi d'escorte du bataillon togolais de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a été victime d'une attaque au moyen d'un engin explosif improvisé, mercredi 8 décembre 2021, dans la région de Mopti, non loin de la localité de Bandiagara. Sept soldats togolais ont trouvé la mort dans l'attaque de leur véhicule blindé, et trois autres ont été gravement blessés.

À l'annonce de cette douloureuse nouvelle, le Président de la République Togolaise, S.E.M Faure Essozimna Gnassingbé, a réagi en saluant le courage et le sacrifice des soldats disparus, et en exprimant son soutien à leurs familles et leurs camarades de régiment.

« Je suis profondément attristé et indigné par la mort des sept soldats togolais de la Mis-

ion multidimensionnelle des Nations unies au Mali. Je salue la mémoire de ces valeureux hommes et femmes tombés au champ d'honneur. J'exprime aux familles éplorées ma compassion, et à leurs frères d'armes ma solidarité, tout en les assurant que nous ne fléchirons jamais devant l'obscurantisme et la barbarie », a déclaré le Chef de l'État.

Le Président de la République, Chef des armées a réitéré l'engagement du Togo à combattre aux côtés de la MINUSMA et partout ailleurs, l'ennemi commun qu'est le terrorisme. Le Togo oeuvre pour la sécurité collective et est déterminé à prendre toutes ses responsabilités pour faire face à toutes les menaces régionales.

La contribution du Togo à travers des contingents dans les missions de maintien de la paix sous le drapeau des Nations unies dans différents pays est



un engagement reconnu par la Communauté internationale. Le Togo est le premier

pays à avoir rejoint la MISMA, puis la MINUSMA, dès janvier 2013. Un contingent de 1100 de

ses soldats participe actuellement à la force de maintien de la paix onusienne au Mali.

PRÉSIDENTE FRANÇAISE DU CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

Emmanuel Macron parle d'Un contrat de paix et de prospérité pour l'Afrique

Suite de la page 3

senter à sa réélection. « Evidemment je ne répondrai pas à votre question », a-t-il déclaré, expliquant qu'il était « important que les institutions continuent à fonctionner de la manière la plus stable possible » dans le contexte actuel.

Emmanuel Macron a cité les « deux années si difficiles » de la pandémie. Il a également expliqué vouloir rester dans son rôle de président face à la montée des extrémismes : « Il ne faut rien concéder ni au racisme, ni à l'antisémitisme, ni à la remise en cause de nos valeurs et de notre histoire. Et c'est aux institutions de le faire, avec calme et autorité », a-t-il déclaré.

Nous n'avons pas choisi le calendrier »

Interrogé sur la coïncidence entre le calendrier électoral en France et le semestre de présidence de l'UE, Emmanuel Macron a expliqué ne pas avoir pu l'éviter. « Nous n'avons pas choisi le calendrier. Nous avons essayé de bouger les choses mais ceux qui venaient avant ou après avaient eux-mêmes des périodes électorales », a-t-il expliqué.

« Le mandat que m'ont confié les Françaises et les Français, je l'exercerai jusqu'au dernier quart d'heure », a-t-il ajouté.

Un nouveau modèle européen de croissance

Le deuxième axe qui sera porté par la France lors de ce semestre concerne « un nouveau modèle européen de production et de solidarité et de régulation » afin de tirer les leçons de la pandémie de Covid et de réussir les transitions numérique et climatique. Un sommet en mars visera à donner l'impulsion à cette transformation. Le président a plaidé pour des règles budgétaires et financières adaptées dans cet objectif.

Emmanuel Macron a aussi souligné l'objectif de « concilier compétitivité industrielle et ambitions climatiques » avec « une politique d'investissement cohérente ». Il a rappelé le projet de mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, une taxe carbone pour les produits importés de pays qui ne font pas les mêmes efforts pour le climat. Le président a aussi rappelé qu'il souhaitait interdire les produits qui contribueraient à la déforestation.

Toujours dans l'objectif d'un nouveau modèle européen, Emmanuel Macron a expliqué vouloir soutenir les acteurs européens du numérique pour faire de l'Europe une puissance du secteur, avec un « vrai marché unique » et ses propres règles.

Un « contrat de paix et de prospérité avec l'Afrique »

Des initiatives seront lan-

cées pour définir une stratégie avec des régions voisines : l'Afrique, avec qui le président souhaite un « new deal économique et financier » et renforcer la coopération dans la santé, le climat et la sécurité, ainsi que les Balkans occidentaux. Des conférences sont prévues sur ces zones respectivement en février et en juin.

> Réformer Schengen

Emmanuel Macron présente le premier axe de la présidence française : la souveraineté de l'Europe.

Pour cela, la France portera une réforme de l'espace Schengen avec la mise en place d'un pilotage politique comme il en existe pour la zone euro. Le chef de l'Etat plaide aussi pour la création d'un mécanisme de soutien intergouvernemental d'urgence quand un Etat fait face à une crise à ses frontières, permettant notamment l'appui de l'agence européenne des frontières Frontex et un renfort des Etats membres en matériel et agents.

Emmanuel Macron souhaite également faire avancer « le paquet migratoire européen » qui vise à mettre en place « une meilleure organisation de l'Europe en matière de gestion de l'immigration ».

Toujours pour soutenir la souveraineté européenne, Emmanuel Macron souligne vouloir avancer sur la boussole stratégique, « un livre blanc

européen de défense et de sécurité qui présentera l'état des menaces et fixera les objectifs et orientations », lancée sous la présidence allemande et qui doit être finalisée en mars 2022.

Macron insiste sur « le besoin de nous unir, nous Européens »

Le président de la République a commencé son discours en soulignant les crises actuelles, notamment climatique et migratoire, et les « tentatives de déstabilisation de nos démocra-

ties ». « Face à toutes ces crises qui percutent l'Europe, nombreux sont ceux qui voudraient s'en remettre aux seules Nations [...] ». Mais « l'unité européenne est indispensable », a-t-il ajouté.

Agenda chargé

Le candidat écologiste Yannick Jadot a regretté mercredi « que la France n'ait pas fait le choix de changer la date de sa présidence [...] biaisée et coupée en deux par l'élection présidentielle ». À l'extrême droite, Eric Zemmour demande à Emmanuel Macron « d'imposer le principe de non-admission des migrants dans l'Union européenne ».

Adam Adjronou

OPTIMISER LES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT Lancement Officiel de la plateforme PEDESERRA International

Une belle prise de guerre pour le Togo, c'est le moins qu'on puisse dire au regard des ambitions que s'est fixé l'ONG PEDESERRA International dont la branche nationale fera l'objet d'un lancement officiel le jeudi 16 décembre prochain.

La Plateforme PIDESERRA RAPIDE est un réseau des acteurs porteurs d'initiatives de développement économiques, sociales et solidaire. Une organisation sociale qui regroupe des membres pour former un réseau d'investisseurs nationaux et internationaux pour une mutualisation des initiatives en vue d'une optimisation des projets de développement.

Conçus, proposés et exécutés par les pairs, l'ONG PEDESERRA RAPIDES a pour objectif tant au Togo que dans les autres pays de favoriser la concertation, l'échange d'expériences et de suivi des initiatives et des projets de développement.

ENJEUX DE LA FEUILLE DE ROUTE GOUVERNEMENTALE ET INSERTION ÉCONOMIQUE DES JEUNES

Le ministre Myriam Dossou d'Almeida a échangée avec les jeunes du grand Lomé

Le ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, a organisé le samedi 11 décembre 2021 à la maison des jeunes d'Amadahome, une rencontre d'échanges et d'information à l'endroit des jeunes du Grand-Lomé. Au cours de la rencontre, ces jeunes ont reçu la visite surprise de Mme le Premier ministre, Victoire Tomégah-Dogbé.

Ces rencontres organisées en étroite collaboration avec les communes, s'inscrivent dans les programmes d'actions concertées et d'appui aux communes. Elles ont permis au ministère du dévelop-

pement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, d'entretenir les jeunes sur

Pour la ministre Myriam Dossou-d'Almeida en charge de la jeunesse, il s'agit de me-

sur les outils et stratégies pour accéder aux différentes opportunités offertes par l'État.



les différents mécanismes d'accompagnement mis en place par l'État togolais pour leur insertion économique et l'épanouissement de ces derniers.

surer le niveau d'appropriation par les jeunes de ces mécanismes et initiatives existantes, de recueillir leurs préoccupations et attentes et surtout, d'informer les jeunes



Mme le Premier ministre, Victoire Tomégah-Dogbé, a entretenu les jeunes sur les enjeux de la feuille de route gouvernementale et sur leur responsabilité en tant que jeu-

nes en tenant compte du contexte sécuritaire et sanitaire.

Elle a félicité les jeunes et a dit combien elle était impressionnée par les jeunes qui, grâce à leur détermination, transforment leurs activités en créant des emplois pour d'autres jeunes. La cheffe du gouvernement a

cité par exemple, la coopérative de Dzolo dans la production d'ananas bio et la société AVI Sarl dans le soja bio. Des entreprises récemment visitées.

INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE AU TOGO

Le groupe DAKOMA LLC-BRESIL SARL propose une alternative crédible

Suite de la page 2

est moins chère, respectueuse de l'environnement et protectrice de la santé des citoyens. Un idéal qu'épouse l'offre de DAKOMA et ses partenaires.

Un FORUM en vue

Le PDG Mr Maxwell kodjo A. DAGBA du groupe DAKOMA group LLC - BRÉSIL/ SARL TOGO, homme d'affaire togolais a saisi cette opportunité de grande ampleur qu'offre la Turquie pour annoncer un forum dénommé (Forum International Des Grandes Entreprises Et Investisseurs) FIGEI-TURQUIE -2022 à Istanbul. Prévu les 27 et 28 janvier 2022 prochain, il est organisé en collaboration avec la chambre du commerce et d'industrie d'Istanbul (ISYAD) qui regroupe plus de mille cinq cent (1500) entreprises Turques. Ils prévoient à terme d'avoir leur représentation au Togo par le biais de la chambre du commerce et de l'industrie du Togo. Sur ce, le président de ISYAD Mr ÇOBAN CEMAL et sa délégation sont aussi attendus à Lomé pour une rencontre avec le ministre du commerce de l'industrie et de la Consommation Locale et président de la chambre du commerce et de l'industrie du Togo.

Dans la même logique, il sera aussi question dans le cadre des initiatives dont est porteuse le groupe DAKOMA du projet **CRIA TOGO (CONSTRUCTION-RENOVATION POUR L'INTÉGRATION AFRICAINE)**. Ce projet qui est essentiellement orienté pour la construction des loge-

ments sociaux avec en ligne de mire la construction d'une cité dénommée « **LUMIÈRE D'AFRIQUE** » dont la mise à jour de l'accord cadre des cinq milles (5.000) logements sociaux sont en cours d'exécution. Trois cent soixante-treize (373 villas) pour une première phase (A) dans la préfecture des Lacs sur une superficie de quinze (15) hectares avec en son sein une banque privée (FICDES-BANK .SA) d'une part, un grand complexe scolaire, un hôpital, un centre commercial d'autre part. La ville d'Aneho (TOGO) avec ses atouts attractives et légendaire est tout un symbole pour les partenaires TURQUES. Près de dix-huit milliards (18.000.000.000) de francs CFA sont annoncés comme investissement pour propulser des investissements d'envergure dans cette ville par l'entremise de deux (02) grandes compagnies **PRIMUS CONSORTIUM & INVESTMENT LTD** et **BILTECHSYSTEMS & FB CONSTRUCTORA LTDA**.

Dans la droite ligne dudit projet CRIA TOGO, le partenaire financier du groupe **PRIMUS CONSORTIUM & INVESTMENT LTD** le PDG Monsieur **GOTTFRIED ODURO ABROKWAH** est attendu également avec un investissement de près de cinquante millions (50.000.000 €) euros courant ce mois de décembre 2021, pour la rencontre du ministre de l'investissement et de promotion, le ministre de l'urbanisme et de l'habitat et spécialement le président de la République pour voir les grandes lignes et avantage de

son investissement au Togo.

Le projet CRIA Togo compte aujourd'hui cinq (05) entreprises en BTP, (NOTE - CONSULTING SERVICE, BOMEL SARL TOGO, ANG

BUILDING, GARETI Ingénierie & Conseils, GENERALE DES ETUDES ET CONSTRUCTION, NGC - BTP) pour accompagner financièrement et matériellement DAKOMA

group LLC -Bresil/SARL dans la bonne réussite de ses objectifs et vision dans le cadre du PND.

Adam



Organise

une Vente aux enchères publiques

BOULLOIRES / LOTS DE BAFFLES / LOT DE SERRURES / LECTEURS D'EMPREINTES / MATERIEL D'ENTRETIEN / FILTRE A EAU / LOT DE CONTRE-PLAQUETS / LOTS DE GANTS ET MASQUES / DIVERS INSTRUMENTS MEDICAUX / MATERIELS INDUSTRIELS / STATUES EN BOIS / BOUTEILLES DE GAZ POUR FRIGO / LOT DE TREPIEDS / RADIATEURS / ROULEAUX ET CRICS / MACHINES ELECTRIQUES/ SCANNERS PORTATIFS / COMPTEURS ELECTRIQUES / SACS DE SECOURS / ...







15 Déc



09H 30'



Douane Aéroport



Office Togolais des Recettes - OTR



Canal OTR



+228 90 99 41 01



8201

L'ENTRETIEN
ROUTIER AU TOGO
**Mieux
connaître
la SAFER
et ses
ambitions**

La Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier, SAFER, un fonds d'entretien routier de dernière génération, est une initiative du gouvernement togolais, préoccupé par la détérioration sans cesse croissante du patrimoine routier national.

Créée par décret N° 2012-013/PR du 26 mars 2012, la SAFER est en effet, un établissement public, doté d'une personnalité juridique, d'une autonomie financière et administrative. Elle dispose de plusieurs instances dirigeantes, à savoir un conseil de surveillance, qui est l'organe suprême composé des ministères dont les charges concernent notamment les Infrastructures routières ; les Finances ; les Transports ; les Pistes rurales et l'Urbanisme. Elle est aussi dotée d'un conseil d'administration constitué de trois représentants du gouvernement, de deux représentants du secteur privé et de deux représentants des usagers de la route. La SAFER est également dotée d'une direction, ordonnateur du budget de la société et responsable de sa gestion devant le conseil d'administration.

Elle se fait représenter, sur toute l'étendue du territoire, par des postes de péage, à l'instar du poste de péage de Défalé, qui se charge de la collecte des fonds auprès des usagers de la route, ainsi que d'autres en cours de construction. Elle se fait aussi identifier sur le terrain par des services d'entretien routier, chargés du balayage des routes et du curage des caniveaux.

La SAFER est également un client de « Go Africa Online », qui lui offre ses services en termes de communications, donnant ainsi des renseignements à toute personne morale ou non pour mieux connaître la SAFER.

La SAFER est membre de l'Association des Fonds d'Entretien Routier Africain (AFERA) et fait partie à ce titre, du Groupe Focal d'Afrique de l'Ouest (GFAO), un démembrement sous régional de la même organisation.

Pourquoi les monnaies cryptées inquiètent

La Chine va-t-elle surveiller la terre entière par l'intermédiaire de sa monnaie digitale ? C'est un risque très sérieux, prévient le responsable de l'agence britannique chargée du renseignement dans le secteur des télécommunications. Faut-il avoir peur de ce futur yuan électronique ?

La Banque populaire de Chine a reconnu elle-même que l'anonymat total des échanges en e-yuan n'était pas réalisable. Il y a donc lieu de s'interroger sur l'usage qui pourrait être fait des données recueillies sur les utilisateurs de cette monnaie digitale de banque centrale. Le respect de leur vie privée est-elle garantie ? Ils sont aujourd'hui 140 millions en Chine. Le paiement en e-yuan pourrait être lancé officiellement aux Jeux olympiques d'hiver, en février prochain et donc proposé au public. Les visiteurs étrangers tentés par ce mode de paiement simplifié seront-ils ensuite fichés, suivis à la trace par les autorités chinoises ? Cette hypothèse susceptible de nourrir une série télévisée est prise très au sérieux par toutes les parties concernées.

Aux États-Unis le gouvernement l'a déjà intégré comme une menace potentielle

Il y a trois ans, des hauts fonctionnaires américains ont réalisé des exercices de simulation de type *wargame* incluant le yuan digital. Leur scénario : que la Corée du Nord achète du matériel destiné à réaliser un nouveau test de missile en réglant en e-yuan. Autre scénario, qui donne des sueurs froides aux gendarmes américains des marchés : que la Chine contournne les sanctions contre l'Iran via sa monnaie électronique. Du côté des entreprises étrangères présentes sur le marché chinois, elles seront peut-être contraintes d'accepter ce mode de paiement avec tous les risques que cela comporte : que leurs comptes en e-yuan soient bloqués du jour au lendemain si le gouvernement estime par exemple qu'elles dérogent à ses règles, à tort ou à raison.

Avec ce yuan digital, les autorités chinoises auront donc de nouveaux

pouvoirs bien au-delà de leurs frontières

À condition bien sûr que son usage se répande. Dans le monde digital, celui qui contrôle les données détient le pouvoir, c'est encore plus vrai quand il s'agit d'argent. C'est d'ailleurs en réaction aux monnaies cryptées et à leur potentiel hégémonique qu'a été créée la monnaie chinoise de banque centrale. Pékin a accéléré son introduction par crainte de se faire déborder par ces « ovnis monétaires » qui se sont d'abord déployés en totale liberté dans l'Empire du milieu. Cette année, le gouvernement central a sifflé la fin de la récréation. Les géants du *Net* chinois avaient une longueur d'avance sur le développement du paiement et des autres services financiers en ligne. Ils ont été sévèrement recadrés. Et puis Pékin a déclaré une guerre totale aux crypto-monnaies : elles sont désormais toutes interdites sur le territoire chinois.

En revanche, elles prolifèrent en Occident comme dans les pays en développement

Elles progressent à une allure exponentielle, parce qu'elles remplissent de vrais services, surtout dans les pays sous-monétarisés. Elles sont aussi devenues en Occident des instruments hyper spéculatifs. Selon le FMI, en un an, le montant des actifs cryptés a été multiplié par douze, il est de 2 500 milliards de dollars. Et cela sans aucun contrôle. Le nombre des crypto-actifs cotés en Bourse est passé de 16 000 à 9 000, sans qu'on sache ce que sont devenus les 5 000 manquants souligne le FMI. Les particuliers ou les entreprises qui ont investi dans ces disparus ont pu y laisser des plumes. Et leur extrême volatilité est devenu très perturbante : le variant Omicron les a fait dévisser en quelques heures, -20% pour le bitcoin. Le FMI estime maintenant que ces monnaies numériques mettent en péril la stabilité financière, qu'il est temps de les réglementer, sur le modèle des monnaies conventionnelles. Plusieurs États ont commencé à se concerter, mais la Chine pour le moment, ne s'est pas manifesté

The advertisement features a man in a white shirt celebrating with his arms raised, holding a satellite dish. The dish has the N.W. TV World logo on it. To the right, the text '5 kolo Pèèè' is written in large, bold letters. In the top left corner, there are logos for N.W. TV World and the FIFA World Cup Qatar 2022. In the bottom right corner, there are contact numbers: +228 9924 6669 and +228 9223 6262. Below the main image, there is a grid of various logos representing different services or partners. At the bottom right, there is a note: 'Disponible dans nos agences sur toute l'étendue du territoire' and a small logo for 'Offre services Location'.

60^{ÈME} SOMMET DE LA CEDEAO / RETOUR DE L'ORDRE CONSTITUTIONNEL AU MALI

La CEDEAO exige à l'unanimité le maintien des élections pour le 27 février prochain

La Conférence des chefs d'État et de Gouvernement était réunie, hier dimanche 12 décembre, à Abuja, au Nigeria. Plusieurs sujets ont été abordés au cours des travaux, notamment la situation en Guinée et au Mali, sans oublier la situation sanitaire, sécuritaire et économique de la sous-région. Mais l'on retiendra que sur la situation politique en Guinée et au Mali, les leaders ouest-africains, non seulement maintiennent les sanctions contre les nouveaux pouvoirs de Conakry et Bamako, menacent de resserrer l'étau autour de dirigeants de ces deux pays qui connaissent des crises politiques depuis quelques mois.

A Abuja hier dimanche, les chefs d'États et de gouvernement de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), ont menacé de se prononcer sur de nouvelles sanctions en janvier 2022 si la situation n'évolue pas au Mali, notamment. Le pays est d'ailleurs suspendu des instances de l'organisation sous régionale. Les dirigeants ouest-africains ont, unanimement, affiché leur fermeté contre le nouveau pouvoir de Bamako qui n'ont jusqu'ici officialisé le chronogramme des élections devant déboucher sur un retour rapide à l'ordre constitutionnel.

Selon le président de la Commission de la Cedeao, Jean-Claude Kassi Brou, « ils ont souhaité qu'au plus tard fin décembre 2021, on puisse avoir des actions encore plus précises et concrètes qui soient réalisées et qui montrent que nous sommes dans une dynamique d'avoir des élections en février 2022 ». Si la situation n'évolue pas, Bamako s'expose à de nouvelles sanctions déjà « début janvier 2022 ».

« Les autorités et la Cédéao savent qu'à partir de janvier, elles auront un chronogramme. Et si elles décident de durcir le ton en janvier, ça risque d'aller à la casse. C'est comme en Guinée, nous sommes dans une logique de reconstruction. Si cette Cédéao veut aider le Mali, on doit multiplier les efforts pour rétablir la sécurité. », explique une source proche de l'organisation sous régionale. Une délégation de la Cedeao sera bientôt à Bamako pour transmettre officiellement ce message aux nouvelles autorités du pays.

Notons que le chef de l'État togolais, Faure Gnassingbé, qui séjournait depuis samedi dernier à Abuja, a pris une part active à ce 60^{ème} sommet de la Cedeao qui s'est également penché sur la question environnementale, le manque de monnaie unique, sans oublier la question sur la réouverture des frontières

Togo : La détention arbitraire de deux journalistes confirme la volonté de faire taire les voix dissidentes

A la suite de la détention le week-end dernier de deux journalistes togolais accusés d'outrage à l'autorité pour des propos tenus dans une émission diffusée sur YouTube, Fabien Offner, chercheur sur l'Afrique de l'Ouest à Amnesty International a déclaré :

« La détention arbitraire des journalistes Ferdinand Ayité et Joël Egah est une atteinte à leur droit à la liberté d'expression. Les autorités cherchent à faire taire les voix critiques envers le pouvoir.

« Ils ont été placés en détention uniquement pour avoir tenu des propos dans l'émission « L'autre journal », diffusée sur YouTube, par lesquels ils critiquaient deux ministres du gouvernement actuel.

« Ces arrestations ont eu lieu alors que la presse critique envers le pouvoir est fréquemment harcelée depuis le début de l'année. Elles interviennent également cinq mois après la révélation que le nom du journaliste Ayité faisait partie de la liste des personnalités togolaises susceptibles de faire l'objet de surveillance via le Projet Pegasus. Les journaux respectifs de Ayité et Egah ont par ailleurs été suspendus par les autorités, à plusieurs reprises.

« Les propos tenus par ces deux journalistes ne devraient pas fonder leur arrestation ni aucune poursuite pénale. Alors que les délits de presse ont été dépenalisés depuis près de 20 ans au Togo, la liberté de la presse est en danger dans le pays. Ferdinand Ayité et Joël Egah doivent être immédiatement libérés, et la mise sous contrôle judiciaire de Isidore Kouwonou doit être levée. »

Pour organiser un entretien, contactez le service de presse d'Amnesty International :

press@amnesty.org ; Twitter Afrique de l'Ouest et centrale : @amnestyWaro.

Complément d'information

Ferdinand Ayité, directeur de publication du journal « L'Alternative », et Joël Egah directeur de publication

du journal « Fraternité » ont été placés sous mandat de dépôt le 11 décembre après leur convocation et audition deux jours auparavant par la Brigade de recherche et d'investigation (BRI) à Lomé, la capitale togolaise, à la suite d'une dénonciation pour outrage à autorité et diffamation, et diffusion de propos mensongers, selon leur avo-

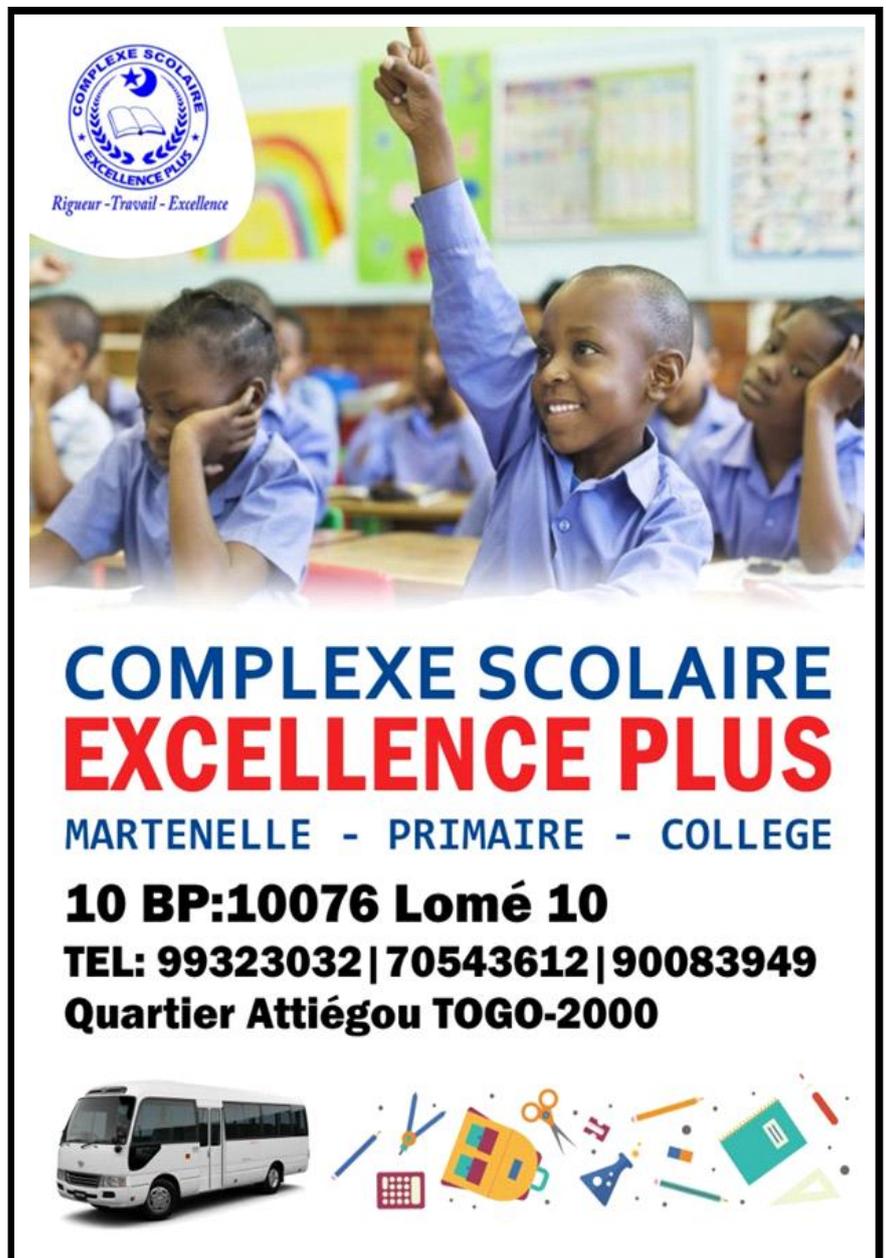
cat.

Ils sont détenus dans les locaux de la BRI. Le présentateur de l'émission, Isidore Kouwonou, est accusé de complicité d'outrage à autorité, diffamation, et diffusion de propos mensongers, et a été placé sous contrôle judiciaire.

Les délits de presse ont été dépenalisés en 2004, mais l'article 3 du Code de la presse adopté en 2020 exclut les réseaux sociaux de son champ d'application. En revanche, le droit à la liberté d'expression est protégé par l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et l'article 9 de la

Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples, que le Togo a ratifié.

Les sanctions contre des journaux critiques se multiplient depuis le début de l'année au Togo. Par exemple, le 9 mars 2021, « L'Alternative » a été suspendu pour quatre mois, après que la chambre administrative de la Cour suprême a confirmé la suspension imposée en février par la Haute autorité de la communication audiovisuelle (HAAC). La sanction fait suite à une plainte d'un ministre concernant un article qui alléguait qu'il aurait falsifié des documents.



**COMPLEXE SCOLAIRE
EXCELLENCE PLUS**

MARTENELLE - PRIMAIRE - COLLEGE

10 BP:10076 Lomé 10

TEL: 99323032 | 70543612 | 90083949

Quartier Attiégo TOGO-2000

SAFER

Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier



- ENTRETIEN ROUTIER
- GESTION DES POSTES DE PEAGE
- APPUI A CERTAINS PROJETS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Chers usagers de la route, merci de prévoir exactement le montant équivalent à votre redevance afin de réduire le temps de d'arrêt au péage.

Ceci est un message de la SAFER

Route nationale n°1 (Agoè Cacaveli) Lomé-Togo 08BP:8646 Tél: +228 22 51 88 55 / 56

LUTTE CONTRE LA PROPAGATION DU CORONAVIRUS

RESPECTEZ LES MESURES BARRIÈRES

d'A Vision
FRIQUE
Hébdomadaire panafricain d'informations, d'analyses et de publicités

Siège social :
2ème von derrière
EPP Kelégougan
Récépissé:
N° 0508/02/02/15 HAAC
BP : 8C349 Lomé-Togo
Tel: 9C 11 87 88

Directeur Général;
chargé de la publication
Adam ADJRONOU

Tel : 90 11 87 88

Email:
adamadjronou@gmail.com
Site: www.afrique-vision.com

Rédaction
Ali Baba
Adam ADJRONOU
Norbert DANSOU
Guidi AMA

Infographie:
Benjamin K. Tchabi
Imprimerie
Direct print
Tirage:
2500 exemplaires